

VD_OMNI PE.2011.0038 vom 4. Juli 2011

VD Tribunal cantonal, 2011-07-04, FR

Quelle: https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/vd_omni_PE.2011.0038

FR: VD_OMNI PE.2011.0038 du 4 juillet 2011

IT: VD_OMNI PE.2011.0038 del 4 luglio 2011

Regeste

AX. _____, BX. _____ c/Service de la population (SPOP) | Refus de la transformation de permis F en permis B confirmé. Les recourants n'exercent aucune activité lucrative et sont entièrement assistés par l'EVAM depuis plusieurs années. Des motifs d'assistance publique s'opposent ainsi à la délivrance d'un permis B en leur faveur.

Erwägungen

E. 1

Déposé dans le délai de trente jours fixé par l'art. 95 de la loi vaudoise du 28 octobre 2008 sur la procédure administrative (LPA-VD; RSV 173.36), le recours est intervenu en temps utile. Il respecte au surplus les conditions formelles énoncées à l'art. 79 LPA-VD.

E. 2

Le litige porte sur le refus de la transformation d'un permis F en permis B.

E. 3

A teneur de l'art. 98 LPA-VD le recourant peut invoquer la violation du droit, y compris l'excès ou l'abus du pouvoir d'appréciation, ainsi que la constatation inexacte ou incomplète des faits pertinents. La loi fédérale du 16 décembre 2005 sur les étrangers (LEtr; RS 142.20) ne prévoyant aucune disposition étendant le pouvoir de contrôle de l'autorité de recours à l'inopportunité, ce grief ne saurait donc être examiné par le tribunal. Une autorité abuse de son pouvoir d'appréciation lorsque, exerçant les compétences dévolues par la loi, elle se laisse guider par des considérations non pertinentes ou étrangères au but des dispositions applicables, ou statue en violation des principes généraux du droit administratif que sont l'interdiction de l'arbitraire, l'égalité de traitement, la bonne foi et la proportionnalité (ATF 116 V 307 consid. 2 p. 310 et les arrêts cités).

E. 4

a) Aux termes de l'art. 84 al. 5 LEtr, les demandes d'autorisation de séjour déposées par un étranger admis provisoirement et résidant en Suisse depuis plus de cinq ans sont examinées de manière approfondie en fonction de son niveau d'intégration, de sa situation familiale et de l'exigibilité d'un retour dans son pays de provenance. Selon la jurisprudence (voir à titre d'exemples récents, arrêts PE.2010.0258 du 2 novembre 2010, PE.2010.0174 du 5 juillet 2010 et PE.2009.0636 du 10 février 2010), pour statuer sur une demande d'autorisation de séjour présentée après plus de cinq ans de séjour en Suisse selon l'art. 84 al. 5 LEtr, il faut se fonder sur les mêmes critères que ceux qui peuvent conduire à la reconnaissance d'un cas d'extrême gravité au sens des art. 30 al. 1 let. b LEtr et 31 de l'ordonnance du 24 octobre 2007 relative à l'admission, au séjour et à l'exercice d'une activité lucrative (OASA; RS 142.201). L'art. 31 OASA définit la notion de cas individuel d'extrême gravité de la manière

suivante à son alinéa premier: " Art. 31 – Cas individuels d’une extrême gravité (art. 30, al. 1, let. b, 50, al. 1, let. b, et 84, al. 5, LEtr; art. 14 LAsi) 1 Une autorisation de séjour peut être octroyée dans les cas individuels d’extrême gravité. Lors de l’appréciation, il convient de tenir compte notamment: a. de l’intégration du requérant; b. du respect de l’ordre juridique suisse par le requérant; c. de la situation familiale, particulièrement de la période de scolarisation et de la durée de la scolarité des enfants; d. de la situation financière ainsi que de la volonté de prendre part à la vie économique et d’acquérir une formation; e. de la durée de la présence en Suisse; f. de l’état de santé; g. des possibilités de réintégration dans l’Etat de provenance." L’art. 62 let. e LEtr prévoit pour sa part que l’autorité compétente peut révoquer une autorisation, à l’exception de l’autorisation d’établissement, ou une autre décision fondée sur la LEtr, si l’étranger lui-même ou une personne dont il a la charge dépend de l’aide sociale. Conformément à l’art. 10 al. 1 er let. d de l’ancienne loi fédérale du 26 mars 1931 sur le séjour et l’établissement des étrangers (aLSEE) en vigueur jusqu’au 31 décembre 2007, un étranger pouvait être expulsé de Suisse ou d’un canton, si lui-même ou une personne aux besoins de laquelle il était tenu de pourvoir tombait d’une manière continue et dans une large mesure à la charge de l’assistance publique. Sur la base de cette disposition, le Tribunal administratif, puis la CDAP ont considéré, de jurisprudence constante, que la dépendance de l’assistance publique faisait obstacle à toute transformation d’un permis F en permis B (pour ce qui est de la jurisprudence récente, voir notamment arrêts PE.2008.0350 du 30 juin 2009; PE.2008.0216 du 27 février 2009; PE.2008.0069 du 20 juin 2008; PE.2008.0031 du 22 avril 2008; PE.2007.0306 du 8 février 2008; PE.2007.0374 du 20 décembre 2007; PE.2007.0361 du 28 novembre 2007; PE 2007.0033 du 23 octobre 2007). L’actuel art. 62 let. e LEtr prévoit expressément que la dépendance de l’assistance publique constitue un motif de révocation de l’autorisation de séjour; au vu de cette disposition, il se justifie de s’en tenir à la jurisprudence précitée, un motif de révocation d’une autorisation de séjour au sens de l’art. 62 LEtr autorisant a fortiori le refus d’une telle autorisation (voir notamment arrêts PE.2010.0258 du 2 novembre 2010 consid. 2 et PE.2008.0350 du 30 juin 2009 consid. 4a p. 6). Selon la jurisprudence, la détention d’un permis F n’est pas un obstacle en soi à une intégration professionnelle en Suisse, et le titulaire d’un permis F ne saurait par conséquent prétendre à l’octroi d’un permis B au seul motif qu’il éprouve des difficultés à trouver du travail (voir arrêts PE.2008.0069 du 20 juin 2008 consid. 3a p. 7; PE.2007.0333 du 23 octobre 2007 consid. 4 p. 7 et les références citées). Au demeurant, une intégration particulièrement réussie, qui pourrait justifier l’octroi d’un permis B, suppose précisément une insertion dans le monde du travail et la capacité pour l’étranger d’être financièrement autonome (arrêt PE.2006.0661 du 27 avril 2007 consid. 4b p. 8). Cela dit, un simple risque d’être à la charge de l’assistance publique ne suffit pas; il faut bien davantage un danger concret de dépendance aux services sociaux (ATF 125 II 633 consid. 3c; 122 II 1 consid. 3c). Pour apprécier si une personne se trouve dans une large mesure à la charge de l’assistance publique, il faut tenir compte du montant total des prestations déjà versées à ce titre. Pour évaluer si elle tombe d’une manière continue à la charge de l’assistance publique, il faut examiner sa situation financière à long terme. Il convient, en particulier, d’estimer, en se fondant sur la situation financière actuelle de l’intéressé et sur son évolution probable, s’il existe, dans l’hypothèse où il réaliserait un revenu, des risques que, par la suite, il se trouve à la charge de l’assistance publique (ATF 125 et 122 précités; PE.2008.0004 du 14 avril 2008, PE.2003.0315 du 21 juin 2004). Le revenu doit être concret et vraisemblable et, autant que possible, ne pas apparaître purement temporaire. Pour le reste, la notion d’assistance publique s’interprète dans un sens technique.

Elle comprend l'aide sociale traditionnelle et les revenus minima d'aide sociale, à l'exclusion des prestations d'assurances sociales comme les indemnités de chômage (ATF 2A.11/2001 du 5 juin 2001, consid. 3a). b) En l'espèce, il ressort des pièces du dossier que les recourants n'exercent actuellement aucune activité lucrative et qu'ils sont entièrement assistés par l'EVAM depuis le 1^{er} août 2006, soit depuis plusieurs années. Les recourants ne le contestent pas. Ils soutiennent toutefois que leurs perspectives professionnelles d'avenir ne sont pas inexistantes. Ils se fondent à cet égard sur les "promesses d'embauche" en cas d'obtention d'un permis B produites devant le SPOP (lettres reproduites dans la partie "faits" sous lettre "B"). Ces pièces ne sont toutefois pas pertinentes. D'une part, les lettres produites datent de plus d'une année et il n'est pas certain que ces employeurs potentiels recherchent toujours du personnel. D'autre part, le statut actuel des recourants n'est pas un obstacle à une intégration économique; ils peuvent en effet, sur requête à présenter par un employeur (art. 53 al 1 let. a OASA), obtenir l'autorisation d'exercer une activité lucrative, sans attendre la délivrance d'un permis B (contrairement à ce que laissent entendre les exploitants d'établissement cités, qui paraissent se servir du prétexte du permis pour éconduire des demandeurs d'emploi), et ce indépendamment de la situation sur le marché de l'emploi et de la situation économique (voir art. 85 al. 6 LEtr; é.g. jurisprudence citée ci-dessus). En l'état, force est de constater que des motifs d'assistance publique s'opposent toujours à la délivrance d'un permis B aux recourants. Au regard de ces éléments, le SPOP n'a pas abusé de son pouvoir d'appréciation en refusant la transformation des permis F en permis B. Si la situation des recourants devait évoluer de manière positive à l'avenir, ils auraient la possibilité de présenter une nouvelle demande. La décision attaquée ne portant que sur le refus d'entrer en matière sur la transformation d'un permis F en permis B, les recourants ne sont pas tenus de quitter la Suisse et peuvent dès lors continuer à y résider. On relève aussi que depuis l'entrée en vigueur de la nouvelle ordonnance du 20 janvier 2010 sur l'établissement de documents de voyage pour étrangers (ODV; RS 143.5) les conditions dans lesquelles les détenteurs d'un permis F peuvent voyager hors de Suisse ont été considérablement assouplies.

E. 5

Les considérants qui précèdent conduisent au rejet du recours et à la confirmation de la décision attaquée. Les recourants, qui succombent, supporteront les frais de justice. Ils n'auront par ailleurs pas droit à l'allocation de dépens.

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.